NSK

groupe-nsk.com

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL
FRANCE COMPÉTENCES
11, rue scribe
75009 Paris

Paris | Siège social
11 rue de Mogador
75009 Paris
T. +33 (0)1 42 601 606
F. +33 (0)1 42 613 792

Sénart
2 Points de Vue
77127 Lieusaint
T. +33 (0)1 60 564 433
F. +33 (0)1 60 685 689

Expertise comptable | Commissariat aux comptes
Inscrite au tableau de l'ordre de la Région Parisienne
et sur la liste rattachée à la CRCC de Paris
SARL au capital de 1 000 000 €
RCS Paris B 391 857 760 | APE 6920Z

NSK

Etablissement public National
France compétences
11,Rue Scribe – 75009 Paris

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2021

Mesdames, Messieurs,

1 – Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Etablissement public National France compétences relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Etablissement public National à la fin de cet exercice.

2 – Fondement de l'opinion

Référentiel de l'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

NSK

3 - Observations

Sans remettre en cause l'expression exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les faits significatifs décrits dans l'annexe des comptes annuels :

- Partie « Situation nette négative » : l'Etablissement Public National expose :

  « La perte de l'exercice conduit à une situation nette négative cumulée de 7.2 milliards d'euros au 31 décembre 2021.
  Afin de faire face à son passif exigible, France compétences a de nouveau sollicité ses partenaires bancaires et recouru à l'emprunt. »

4 - Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolement.

5 - Vérification des documents adressés aux membres du Conseil d'administration

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

NSK

6 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relative aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des comptes ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent des erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Etablissement public national à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévue de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de votre Etablissement Public National.

7 – Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

NSK

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 15 juin 2022

Le Commissaire aux Comptes
NSK

Manuel Navarro

BILAN GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2021

ACTIF	2021			2020
	Valeurs brutes	Amort. & provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	12 968 184	10 251 510	2 716 674	2 462 210
Immobilisations corporelles	2 695 303	2 411 635	283 668	772 624
Immobilisations financières	329 920	-	329 920	329 920
TOTAL 1	**15 993 407**	**12 663 145**	**3 330 262**	**3 564 755**
ACTIF CIRCULANT				
CREANCES D'EXPLOITATION				
Adhérents et comptes rattachés	700 832 583	-	700 832 583	786 394 367
Subventions à recevoir	9 646 985	-	9 646 985	88 404 220
Créances fiscales & sociales	38 765	-	38 765	-
Autres créances	292 214	-	292 214	11 285 886
COMPTES FINANCIERS				
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Disponibilités	2 440 379 460	-	2 440 379 460	668 598 785
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	641 397	-	641 397	4 772 784
TOTAL 2	**3 151 831 404**	**-**	**3 151 831 404**	**1 559 456 042**
TOTAL ACTIF	**3 167 824 811**	**12 663 145**	**3 155 161 666**	**1 563 020 797**

BILAN GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2021

PASSIF	2021	2020
FONDS PROPRES		
Réserves	-	-
Report à nouveau	- 4 272 594 396	348 309 593
Résultat de l'exercice	- 2 905 993 477	- 4 620 903 989
TOTAL 1	**- 7 178 587 873**	**- 4 272 594 396**
FONDS DEDIES		
Fonds dédiés	-	-
TOTAL 2	**-**	**-**
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES		
Provisions pour Financement de la Formation Continue	5 053 191	114 068 507
Provisions pour autres risques et charges	1 178 728	1 501 247
TOTAL 3	**6 231 918**	**115 569 754**
DETTES		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 274 264 000	290 266 570
Emprunts et dettes financières diverses	523 164	-
DETTES D'EXPLOITATION		
Adhérents et comptes rattachés	9 046 148 596	5 423 079 402
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 825 275	5 323 284
Dettes fiscales et sociales	1 756 584	1 376 182
Autres dettes	-	-
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	-	-
TOTAL 4	**10 327 517 620**	**5 720 045 439**
TOTAL PASSIF	**3 155 161 666**	**1 563 020 797**

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE AU 31 DECEMBRE 2021

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE	2021	2020
PRODUITS D'ACTIVITE	**8 007 154 152**	**5 197 551 385**
Dotation plan de relance projet de transition professionnelle	100 000 000	-
Dotations plan de relance soutien financier	2 750 000 000	-
Contributions au titre de la form. Prof. & apprentissage OPCO	4 479 699 067	4 322 970 542
Contributions au titre du CPF OPCO	128 113 705	107 949 018
Contributions des FAF TI à reverser	226 916 306	128 048 383
Contributions des FAF TI au titre du CEP	3 224 069	3 859 349
Contributions des FAF TI au titre du CPF	30 441 648	36 240 096
Contributions au titre du PDC -50 à reverser	128 578 215	120 657 710
Reports à nouveau sections CIF CDI & CDD	-	338 855 895
Excédents financiers FAF TI	55 078 885	17 865 451
Autres produits d'intervention France compétences	7 581 939	294 461
FPSPP Subventions	- 13 293 908	- 1 445 120
FPSPP contributions tardives OPCA	1 798 909	3 106 399
FPSPP reprises sur provisions d'activité	109 015 317	119 149 201
CHARGES D'ACTIVITE	**10 916 156 847**	**9 819 456 651**
Plan d'investissement dans les compétences (PIC)	1 632 000 000	1 581 000 000
Projets de transition professionnelle	454 586 850	451 821 518
Projets de transition professionnelle dotation plan de relance	100 000 000	-
Conseil en évolution professionnelle (CEP)	62 304 489	50 558 728
Alternance fonds régions fonctionnement & investissements CFA	318 097 700	318 097 700
Alternance permis de conduire apprentis	26 820 427	15 442 466
Alternance X article 39 au profit des CFA	- 40 606	4 502 327
Alternance CNFPT	5 898 423	-
Alternance péréquation iner-branches	5 241 148 518	5 849 512 596
Compte Personnel de Formation	2 634 525 838	1 186 634 142
Reversements contributions au titre du PDC -50	128 578 213	126 754 957
Reversements contributions FAF TI	226 916 306	128 048 383
Autres charges d'intervention France compétences	1 439 949	-
FPSPP appels à projet et autres conventions	61 668 686	88 479 675
Abondement au Fonctionnement	22 212 053	18 604 160
RESULTAT D'ACTIVITE	***- 2 909 002 696***	***- 4 621 905 266***
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**22 828 145**	**19 002 248**
Produits de fonctionnement prélevés sur les contributions	22 212 053	18 604 160
Autres produits de fonctionnement	616 092	398 088
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**18 210 899**	**17 704 811**
Achats et charges externes	7 968 925	6 959 302
Impôts et taxes	702 987	712 208
Charges de personnel	7 317 136	7 280 538
Dotations aux amortissements et provisions	2 221 851	2 752 763
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	***4 617 246***	***1 297 437***
RESULTAT D'EXPLOITATION	***- 2 904 385 449***	***- 4 620 607 829***
Produits financiers	-	-
Charges financières	1 466 815	227 768
RESULTAT FINANCIER	***- 1 466 815***	***- 227 768***
Produits exceptionnels	178 955	- 33 618
Charges exceptionnelles	320 168	34 775
RESULTAT EXCEPTIONNEL	***- 141 213***	***- 68 393***

RESULTAT DE L'EXERCICE	***- 2 905 993 477***	***- 4 620 903 990***

ANNEXES

L'exercice social clos le 31 décembre 2021 a une durée de 12 mois.
Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 3 155 161 666 euros.
Le résultat net comptable de l'exercice est une perte de 2 905 993 477 euros.

1. Faits significatifs de l'exercice

1.1 Situation nette négative au 31/12/21

La perte de l'exercice conduit à une situation nette négative cumulée de 7 178 587 873 euros au 31 décembre 2021.
Afin de faire face à son passif exigible, France compétences a de nouveau sollicité ses partenaires bancaires et recouru à l'emprunt.

1.2 Etat: Aides exceptionnelles Plan de relance

Dans le cadre du Plan de relance, l'Etat a octroyé à France compétences:

- une première aide exceptionnelle de 750 millions d'euros, versée en deux tranches de 375 millions d'euros, en mars 2021 et fin décembre 2021 ;
- une aide exceptionnelle complémentaire de 2 milliards d'euros, versée en une seule fois mi-décembre 2021 ;
- une aide exceptionnelle de 100 millions d'euros pour le financement de projets de transition professionnelle .

1.3 Concours bancaires 2021

Les concours bancaires obtenus en septembre 2021 auprès de 5 établissements de crédit, se sont élévés à 1,725 milliard d'euros. A noter qu'ils ont une durée maximale de 12 mois. Pour rappel, France compétences avait eu recours à des concours bancaires pour 1,5 milliard d'euros en septembre 2020.

1.4 Péréquation inter-branches alternance

La péréquation inter-branches alternance est un dispositif qui vient en soutien aux opérateurs de compétences qui s'engagent en faveur de la formation en alternance en y consacrant une grande part de leurs ressources. Ainsi, les ressources de France compétences permettent aux OPCO qui satisfont aux conditions d'accès à la péréquation conformément aux dispositions légales et réglementaires, de bénéficier de financements complémentaires pour la prise en charge des contrats de professionnalisation, des contrats d'apprentissage et des reconversions et promotions par l'alternance (Pro A) lorsque leurs propres ressources sont insuffisantes.

En 2021, ce dispositif a permis d'accompagner la dynamique très forte de l'apprentissage, avec plus de 700 000 contrats conclus, soit une hausse de plus de 37 % entre 2020 et 2021.

2. Règles et Méthodes comptables

Les comptes annuels de France compétences ont été établis conformément aux textes suivants:

- Décret n° 2018-1331 du 28 décembre 2018 relatif à l'organisation et au fonctionnement de France compétences ;
- Règlement ANC n° 2019-03 du 5 juillet 2019 et plus précisément les articles 111-2, 161-1 et 161-2.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base suivantes:

- Continuité d'exploitation ;
- Comparabilité ;
- Indépendance des exercices ;
- Permanence des méthodes comptables.

Le mode d'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celui des coûts historiques.
les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes:

2.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (frais d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation des immobilisations.

Les principales durées de vie retenues sont les suivantes:

- Logiciels → 2 ans ;
- Agencements, aménagements et installations → 5 à 10 ans ;
- Matériel de bureau et matériel informatique → 3 ans ;
- Mobilier de bureau → 5 ans.

2.2 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée en cas de perte probable.

2.3 Règles de rattachement des ressources / financements

France compétences dispose de ressources versées par les OPCO (articles L6331-1 à L6331-4 du Code du Travail). Ces ressources sont comptabilisées en produits de l'exercice civil au titre duquel la participation légale est due. Ces ressources sont dédiées au financement:

- de la formation des demandeurs d'emploi dans le cadre du Plan d'Investissement dans les Compétences ;
- des projets de transition professionnelle ;
- du Conseil en Evolution Professionnelle ;
- de l'alternance: fonds régions fonctionnement et investissements des CFA, aide au permis de conduire des apprentis, versements complémentaires CNFPT et péréquation inter-branches ;
- du Compte Personnel de Formation ;
- du fonctionnement et des investissements de France compétences.

Ces financements sont comptabilisés en charge de l'exercice civil au titre duquel la participation légale est due.

Par ailleurs, France compétences intègre également les produits et charges liées à l'apurement des opérations gérées par le FPSPP transférées à France Compétences au 1er janvier 2019.

2.4 Règles de rattachement des subventions

Les aides financières prévues dans le cadre des conventions de financement entre France compétences et des organismes financeurs sont rattachées à l'exercice à hauteur des réalisations constatées et en fonction des caractéristiques définies pour chaque convention de financement.

2.5 Provisions

Les provisions constatées au passif du bilan concernent les opération du FPSPP non encore dénouées pour 5,1 millions d'euros et la provision pour indemnités de départ à la retraite pour 1,2 million d'euros.

Les indemnités de départ à la retraite sont inscrites dans les comptes de France compétences. Ces indemnités ont été valorisées sur la base de l'accord collectif sur les conditions d'emploi au sein de France compétences et au regard des hypothèses suivantes:

- Départ volontaire du salarié ;
- Age de départ à la retraite des bénéficiaires à 67 ans ;
- Taux d'actualisation de 0,98 % (taux IBOXX au 31/12/2021) ;
- Taux moyen de progression des salaires de 2% ;
- Probabilité de présence des salariés à la date de départ à la retraite évaluée en fonction d'un taux de "Turn Over" et des tables de mortalité 2011-2013.

2.6 Règles de rattachement liées à la péréquation inter-branches

En application du décret n° 2018-1331 et du règlement ANC n° 2019-03, les sommes allouées au titre de la péréquaion inter-branches sont inscrites au passif du bilan, en dettes.

2.7 Règles de rattachement des actions liées a au budget Intervention

Ces actions réalisées et non encore comptabilisées à la clôture de l'exercice sont constatées en charges à payer, sur la base suivante des engagements estimés et/ou notifiés par France compétences.

2.8 Comptabilité analytique

Le décret n° 2018-1331 du 28 décembre 2018 prévoit la ventilation du budget de France compétences selon les principes de la comptabilité analytique votés au Conseil d'Administration du 27 mars 2020.

Aussi au titre de l'exercice 2021, le budget France compétences est ventilé de la façon suivante:

Budget réalisé fonctionnement *	Personnel	Fonct.	Invests.	Total
Mission observation et évaluation	1 130 938	1 380 765	171 668	**2 683 371**
Mission financement et répartition	948 190	892 681	171 668	**2 012 539**
Mission régulation et contrôle	1 075 221	1 112 280	171 668	**2 359 169**
Mission certification professionnelle	2 387 739	1 925 261	459 026	**4 772 026**
Mission CEP	944 425	1 882 692	941 836	**3 768 953**
Mission transitions professionnelles	811 205	845 959	171 668	**1 828 832**
Mission solde FPSPP	45 057	224 057	452 979	**722 093**
TOTAL	**7 342 776**	**8 263 695**	**2 540 513**	**18 146 984**

** le montant global ventilé intègre des produits de fonctionnement pris en atténuation de charges ainsi que des dépenses classées comptablement en résultat exceptionnel*

Budget d'intervention (hors FPSPP & opérations de reversements à l'€ l'€)	Total
Plan d'investissement dans les compétences (PIC)	1 632 000 000
Projets de transition professionnelle	454 586 850
Projets de transition professionnelle plan de relance	100 000 000
Conseil en évolution professionnelle (CEP)	62 304 489
Alternance fonds régions fonct. & invests. CFA	318 097 700
Alternance permis de conduire apprentis	26 820 427
Alternance X article 39 au profit des CFA	- 40 606

Budget d'intervention suite (hors FPSPP & opérations de reversements à l'€ l'€)	Total
Alternance CNFPT	5 898 423
Alternance péréquation iner-branches	5 241 148 518
Compte Personnel de Formation	2 634 525 838
TOTAL	**10 475 341 640**

3. Changement de méthode, d'estimation et de présentation

Aucun changement de méthode et de modalités d'estimation n'est à signaler.

4. Notes sur le bilan au 31/12/21

4.1 Actif immobilisé

Immobilisations	Valeur brute début	Acquisitions	Dimunitions	Valeur brute fin
INCORPORELLES				
Logiciels	10 177 441	1 378 462	-	11 555 903
SI commun AT Pro	-	1 372 432	-	1 372 432
Logiciels en cours	131 105	39 850	131 105	39 850
TOTAL 1	**10 308 546**	**2 790 743**	**131 105**	**12 968 184**
CORPORELLES				
Agencts, aménagts, installations	1 477 153	9 337	-	1 486 491
Autres immobilisations corporelles	776 464	5 406	-	781 870
Mobilier	426 942	-	-	426 942
Avances & acomptes	-	-	-	-
TOTAL 2	**2 680 559**	**14 743**	**-**	**2 695 303**
FINANCIERES				
Dépôts & cautionnement	329 920	-	-	329 920
TOTAL 3	**329 920**	**-**	**-**	**329 920**
TOTAL GENERAL	**13 319 025**	**2 805 487**	**131 105**	**15 993 407**

4.2 Amortissements

Amortissements	Valeur brute début	Dotations	Reprises	Valeur brute fin
INCORPORELLES				
Logiciels	7 846 335	2 036 816	-	9 883 151
SI commun AT Pro	-	368 359	-	368 359
TOTAL 1	**7 846 335**	**2 405 175**	**-**	**10 251 510**
CORPORELLES				
Agencts, aménagts, installations *	859 448	418 093	-	1 277 540
Autres immobilisations corporelles	691 259	61 815	-	753 074
Mobilier	357 228	23 792	-	381 020
TOTAL 2	**1 907 935**	**503 700**	**-**	**2 411 635**
TOTAL GENERAL	**9 754 270**	**2 908 875**	**-**	**12 663 145**

** dont 318 664,12 € de dotation exceptionnelle aux amortissements suite au futur déménagement*

4.3 Échéance des créances

Échéance des créances	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Adhérents & comptes rattachés	700 832 583	700 832 583	-
Subventions à recevoir	9 646 985	9 646 985	-
Autres créances	330 979	330 979	-
Charges constatées d'avance	641 397	641 397	-
TOTAL GENERAL	**711 451 944**	**711 451 944**	**-**

4.4 Comptes de régularisation actif

Produits à recevoir	2021	2020	Variation montant	Variation %
Contribution OPCO à recevoir	436 948 143	476 470 235	- 39 522 092	-8%
RAN CIF à recevoir	126 659 219	146 632 622	- 19 973 403	-14%
Excédents financiers FAF TI	6 383 030	17 089 684	- 10 706 654	-63%
Contributions tardives FPSPP	-	2 267 514	- 2 267 514	-100%
Produits à recevoir CNFPT	2 263 977	-	2 263 977	-
Produits à rec. PDC-50 au titre de 2021	128 578 213	120 657 710	7 920 503	7%
Contributions FP TI	-	23 238 303	- 23 238 303	-100%
Autres Créances	330 979	11 324 185	- 10 993 206	-97%
Subventions à recevoir	9 646 985	88 404 220	- 78 757 236	-89%
TOTAL GENERAL	**710 810 547**	**886 084 474**	**- 175 273 927**	**-20%**

Charges constatées d'avance	2021	2020	Variation montant	Variation %
Locations mobilières	63 791	47 710	16 081	34%
Locations immobilières	307 307	304 517	2 790	1%
Charges locatives	55 831	56 459	- 627	-1%
Petites licences	148 268	12 930	135 337	1047%
Maintenance	9 862	7 283	2 579	35%
Assurances	2 202	-	2 202	-
Abonnement	14 358	13 534	823	6%
Frais PTT-TELECOM	-	3 000	- 3 000	-100%
Tickets restaurant	27 198	55 125	- 27 928	-51%
Hébergement	4 571	19 277	- 14 706	-76%
Médecine du travail	8 010	-		-
Marché CEP	-	287 472	- 287 472	-100%
Permis de conduire	-	3 965 475	- 3 965 475	-100%
TOTAL GENERAL	**641 397**	**4 772 784**	**- 4 139 396**	**-87%**

4.5 Provisions pour risques & charges

Provisions	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FPSPP appels à projet	81 197 263	-	81 197 263	-
FPSPP CPF régions	15 196 848	-	12 818 053	2 378 795
FPSPP Pôle emploi	17 674 395	-	15 000 000	2 674 395
Provisions pour litige	242 468	-	242 468	-
Provisions IDR	1 258 779	-	80 051	1 178 728
TOTAL GENERAL	**115 569 754**	**-**	**109 337 836**	**6 231 918**

4.6 Échéances des dettes

Dettes	Montant brut	Un an au plus	Un à cinq ans	Plus de cinq ans
Appels à projet FPSPP	2 449 834	2 449 834	-	-
Compte Personnel de Formation	1 209 518 175	1 209 518 175	-	-
Redistribution PDC -50 au titre de 2021	128 578 213	128 578 213	-	-
Conseil en Evolution Professionnelle	21 586 329	21 586 329	-	-
Projets de Transition Professionnelle	68 036 581	68 036 581	-	-
Permis de conduire apprentis	624 914	624 914	-	-
X article 39 CFA	2 453 075	2 453 075	-	-

Dettes (suite)	Montant brut	Un an au plus	Un à cinq ans	Plus de cinq ans
Péréquation inter-branches 2020 *	2 092 450 282	1 806 325 761	286 124 522	-
Péréquation inter-branches 2021 *	5 515 041 818	2 738 579 234	2 776 462 583	-
Péréquation apprentis sans contrat *	5 409 376	5 409 376	-	-
Prêts & cautionnements	1 274 787 164	1 274 787 164	-	-
Dettes tiers	4 825 275	4 825 275	-	-
Dettes fiscales et sociales	1 756 584	1 756 584	-	-
TOTAL GENERAL	**10 327 517 620**	**7 264 930 515**	**3 062 587 105**	**-**

** Concernant les dettes de péréquation inter-branches, les échéances ont été déterminées au regard des informations prévisionnelles transmises par les opérateurs de compétences.*

4.7 Comptes de régularisation passif

Charges à payer	2021	2020	Variation montant	Variation %
Appels à projet FPSPP	2 449 834	10 158 673	- 7 708 839	-76%
Compte Personnel de Formation	1 209 518 175	539 992 337	669 525 838	124%
Redistribution PDC -50 au titre de 2021	128 578 213	122 039 072	6 539 141	5%
Conseil en Evolution Professionnelle	21 586 329	14 385 496	7 200 833	50%
Projets de Transition Professionnelle	68 036 581	62 099 831	5 936 750	10%
Permis de conduire apprentis	624 914	-	624 914	-
X article 39 CFA	2 453 075	4 502 327	- 2 049 252	-46%
Péréquation inter-branches 2020	2 092 450 282	4 465 539 228	- 2 373 088 946	-53%
Péréquation inter-branches 2021	5 515 041 818	-	5 515 041 818	-
Péréquation apprentis sans contrat	5 409 376	82 305 478	- 76 896 102	-93%
Reversements FAF TI	-	112 438 404	- 112 438 404	-
Fournisseurs et rattachés	4 825 275	5 323 284	- 498 009	-9%
Dettes sociales	1 545 079	1 177 874	367 205	31%
Dettes fiscales	211 506	198 309	13 197	7%
TOTAL GENERAL	**9 052 730 456**	**5 420 160 312**	**3 632 570 144**	**67%**

Produits constatés d'avance	2021	2020	Variation montant	Variation %
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	**-**	**-**	**-**	**-**

5. Notes sur le compte de résultat au 31/12/21

5.1 Comparatif budget de fonctionnement et d'intervention France compétences

Produits d'intervention 2021 (en millions d'€)	Budget prévisionnel	Réalisé	Variation
Contributions reversées sur acomptes	4 467	4 480	12
Contributions reversées CPF	141	128	- 12
CEP & CPF FAF TI	35	34	- 1
Plan de relance AT Pro	100	100	-
Plan de relance dotation Etat	750	2 750	2 000
RAN CIF	100	-	- 100
Autres France compétences	-	63	63
Autres FPSPP	-	98	98
TOTAL GENERAL	**5 593**	**7 652**	**2 059**

Charges intervention et fonctionnement 2021 (en millions d'€)	Budget prévisionnel	Réalisé	Variation
Formation demandeurs d'emploi	1 632	1 632	-
Projets de transition professionnelle	454	455	1
Plan de relance AT Pro	100	100	-
Conseil en évolution professionnelle	82	62	- 20
Alternance fonds régions fonct. CFA	138	138	0
Alternance fonds régions invests. CFA	180	180	0
Alternance permis apprentis	20	27	7
Alternance CNFPT	2	6	4
Alternance péréquation inter-branches	2 675	5 241	2 566
Compte personnel de formation	1 417	2 635	1 218
Fonctionnement et investissements	22	18	- 4
Charges financières	-	1	
Autres France compétences	-	1	1
Autres FPSPP	-	62	62
TOTAL GENERAL	**6 721**	**10 558**	**3 835**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**- 1 128**	**- 2 906**	**- 1 776**

5.2 Comparatif détaillé budget de fonctionnement France compétences

Charges de fonctionnement	Budget prévisionnel	Réalisé	Variation	Variation en %
LOCATION IMMOBILIERE	**1 603 168**	**1 562 766**	**- 40 402**	**-2,52%**
Loyer	1 249 248	1 228 117	- 21 131	-1,69%
Charges locatives	283 920	271 643	- 12 277	-4,32%
Entretien + maintenance locaux	70 000	63 005	- 6 995	-9,99%
PRESTATIONS DE SERVICE	**6 576 300**	**5 459 536**	**- 1 116 764**	**-16,98%**
Honoraires	1 425 600	1 176 991	- 248 609	-17,44%
Honoraires CSF CEP	1 136 000	601 936	- 534 064	-47,01%
Honoraires Audit CEP	432 000	340 020	- 91 980	-21,29%
Personnel intérimaire	710 700	1 159 961	449 261	63,21%
Services généraux	345 000	228 025	- 116 975	-33,91%
Prestations SI hors honoraires	2 390 000	1 031 013	- 1 358 987	-56,86%
Autres *(dont com. d'engagt bancaire)*	137 000	921 590	784 590	572,69%
FRAIS DE MISSION	**100 000**	**16 672**	**- 83 328**	**-83,33%**
Frais de déplacement	50 000	2 723	- 47 277	-94,55%
Frais de repas/Hébergement	50 000	13 949	- 36 051	-72,10%
EVALUATION	**800 000**	**450 268**	**- 349 732**	**-43,72%**
COMMUNICATION	**390 000**	**393 985**	**3 985**	**1,02%**
DEPENSES DE PERSONNEL	**8 213 133**	**7 342 776**	**- 870 357**	**-10,60%**
Appointements	4 853 254	4 686 133	- 167 121	-3,44%
Charges sociales	3 234 879	2 616 820	- 618 059	-19,11%
Formation	125 000	39 823	- 85 177	-68,14%
IMPOTS & TAXES	**790 986**	**702 987**	**- 87 999**	**-11,13%**
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	**3 433 596**	**2 540 516**	**- 893 080**	**-26,01%**
PROVISIONS POUR RISQUES / IFC	**85 500**	**- 322 519**	**- 408 019**	**-477,22%**
TOTAL GENERAL	**21 992 683**	**18 146 986**	**- 3 845 697**	**-17,49%**

6. Autres informations

6.1 Evènements post-clôture

A noter le déménagement de l'établissement fin juin 2022. En prévision, il a été constaté une dotation exceptionnelle afin d'accélérer les amortissements relatifs aux agencements de la rue Scribe. Cf. 4.2

6.2 Suivi des effectifs

Effectif en équivalent temps plein travaillé	2021	2020	2019
Effectif ETPT	73,21	68,80	59,30

6.3 Information sur les honoraires versés au Commissaire aux comptes

Conformément aux dispositions de l'Article R 123.198 modifié par le décret n°2008-1487 du 30 décembre 2008, il est précisé que le montant total des honoraires du Commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 56 400 €.